

La sécurité fiscale au Maroc et en France

Rabat, 12 mars 2016

Colloque

co-organisé par :

Le Ministère de l'Economie et des Finances du Maroc

FONDAFIP - Association pour la Fondation Internationale de Finances Publiques

Avec le soutien de

La Revue Française de Finances Publiques (RFFP)

Ce programme tient lieu d'invitation

Pour toute information : contact@fondafip.org

FONDAFIP - 26 rue de Lille, 75007 PARIS.

Tel : 01 42 60 20 19

Web : www.fondafip.org



Association pour la Fondation Internationale de Finances
Publiques www.fondafip.org



9h00-9h30 : Allocutions d'ouverture

Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume

Michel BOUVIER, Professeur des Universités, Président de FONDAFIP, Directeur de la RFFP

Président de séance

Lotfi MISSOUM,

Directeur des Finances Publiques à la Trésorerie Générale du Royaume

09h30 - 10h00 : *Rapport introductif : Les enjeux de la sécurité fiscale*

Michel BOUVIER, Professeur des Universités, Président de FONDAFIP,
Directeur de la RFFP

10h00 - 10h15 : *Quelle stabilité de la législation et de la doctrine fiscale au Maroc*

Mohamed HDID, Président de la Commission Fiscale de la Chambre de Commerce Internationale au Maroc

10h15 - 10h30 : *Pause café*

10h30 - 10h45 : *La sécurité juridique dans le cadre des contrôles fiscaux en France*

Marie-Christine ESCLASSAN, Professeur des Universités, Secrétaire générale de FONDAFIP, Directrice de la RFFP

10h45 - 11h00 : *Droits et garanties des contribuables vérifiés*

Driss BERRADA, Directeur du Contrôle Fiscal à la Direction Générale des Impôts

11h00 – 11h15 : *Le point de vue des entreprises sur la sécurité fiscale en France*

Marie-Pascale ANTONI, Directrice des affaires fiscales au MEDEF

11h15 - 11h30 : *Le regard de l'entreprise sur la qualité des textes fiscaux et des relations avec l'administration fiscale au Maroc*

Abdelkader BOUKHRISS, Président de la commission fiscalité à la CGEM

11h30 – 12h00 : *Débat*

12h00 – 12h15 : *Rapport de synthèse*

Mohammed CHEIKH, Chef de la Division des Statistiques des Finances de l'Etat et des Collectivités Territoriales à la Trésorerie Générale du Royaume